



Déclaration liminaire le 25 novembre 2020

Madame la Directrice Générale,

Le transfert à la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) de la gestion de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) est pour nous un non-sens et tous les douaniers ainsi que les représentants du personnel en intersyndicale y sont opposés.

La Douane maîtrise les particularités de la matière imposable, ses subtilités réglementaires, et, compte tenu de son réseau spécialisé, fournit une prestation de qualité, tant en matière de conseil que de contrôle. Les entreprises savent que ce dernier volet est un point essentiel pour maintenir leur position compétitive dans un environnement économique tel que le marché unique européen.

La DGFIP n'a pas vocation à contrôler les marchandises, de ce fait elle n'a pas les connaissances et le savoir-faire des douaniers. Il y aura, fatalement, à l'avenir, de nombreuses déperditions dans les montants récupérés alors que le budget de l'État n'en a pas besoin aujourd'hui. Pour illustrer notre propos, pensez-vous qu'une équipe de football professionnelle pourrait jouer le championnat de France de rugby. Les deux sports se jouent avec un ballon, les équipes ont une composition similaire, mais sur le terrain, rien n'est pareil.

Aujourd'hui vous venez à **nouveau** annoncer aux agents du SINDFR leur 4^{ème} restructuration en 6 ans. Sur le même site, la recette interrégionale subit le contre coup de la loi de finance 2020 : à terme ce seront donc environ 120 agents qui seront impactés et qu'il faudra reclasser. Avez-vous conscience des ravages psychologiques pour les agents sans aucune visibilité pour leur avenir.

De plus la perte de la fiscalité, cœur de notre métier, impactera inexorablement, la douane dans sa globalité (Direction Régionale, bureaux de douane,...), tous les douaniers sont concernés branche et grade confondus. Les 700 à 1000 suppressions d'emplois douaniers annoncées que le transfert de la fiscalité va générer ne sont pour l'instant que la partie visible d'un vaste plan de restructuration et de destruction de la DGDDI.

Nos collègues du SINDFR et de la recette interrégionale vous ont posé des questions, nous les soutenons et nous vous demandons des réponses précises et sincères, des engagements écrits.

Quel avenir proposez-vous, quelles garanties pouvez vous donner à nous douaniers, ici à Metz et dans toute la Lorraine ?

Aujourd'hui nous sommes là pour vous dire que nous voulons conserver notre métier, nos postes, notre emploi dans notre administration des Douanes.

Nous nous battons pour sauvegarder nos missions, notre profession ici à Metz tout comme dans le reste de la France

C'est pourquoi nous ne resterons pas à écouter un simulacre de discours servi depuis de trop nombreuses années dont le refrain rimerait avec "pérennité".

Nous ne pouvons cautionner l'annonce du déclin de notre administration douanière telle la chronique d'une mort avancée.

L'Intersyndicale douanière de Lorraine